

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Eléments généraux d'opinion sur la réforme territoriale

⇒ Différentes études ces dernières semaines montraient une certaine bienveillance de l'opinion au sujet de cette réforme. Après la présentation de ses modalités (et de la nouvelle carte), elle paraît toujours, dans l'ensemble, bien accueillie.

⇒ Les Français continuent à soutenir ses principes : elle est souhaitée pour réduire la dépense publique (c'est la raison majeure du soutien à la réforme), pour clarifier l'organisation administrative, pour renforcer l'efficacité économique.

On lui fait même - ce qui est rare au stade des effets d'annonce - crédit de certains résultats (entre 55% et 60% des Français pensent qu'elle atteindra ces objectifs).

⇒ Et si plusieurs sondages ont titré sur une approbation mitigée de la nouvelle carte des régions (entre 42% et 50%), les résultats sont meilleurs que ce que l'on aurait pu craindre.

- Ils sont certes, du fait de l'exposition importante du Président, perturbés par les jugements politiques : la nouvelle carte est approuvée par 60% à 70% à gauche, rejetée dans les mêmes proportions à droite.

L'insistance des médias à raconter sous un angle négatif la prise de décision (au dernier moment, tard le soir, après des hésitations) et leur déception trop visiblement exprimée sur le résultat a sans doute également joué.

- Mais les 30 à 40% d'approbation à droite, score peu souvent atteint auprès d'un électorat radicalisé, forment une base solide pour une acceptation future.
- A cela s'ajoute le fait que les Français sont nettement plus satisfaits de la situation de leur propre région - sur le jugement de laquelle les jeux politiques pèsent moins (environ 10 points d'approbation de plus que sur le jugement de la réforme dans son ensemble).

⇒ Il semble toutefois y avoir des écarts d'adhésion importants selon les lieux de résidence : si les sondages ne permettent pas une visibilité précise par région, l'acceptation paraît très large au Sud-Est et au Sud-Ouest ; elle semble en revanche beaucoup moins nette au Nord-Ouest (la Bretagne qui reste finalement seule ?) et au Nord-Est (le rapprochement de la Lorraine avec l'Alsace ? L'écrasement de la Picardie ?). La perception de la « méga-région » Centre-Poitou-Limousin mériterait également d'être surveillée.

⇒ La poursuite de la réforme n'est par ailleurs pas exempte de risques en termes d'opinion :

- dans sa mise en œuvre, si elle est touchée par des querelles perçues comme « politiciennes », qui réactiveraient inévitablement la suspicion (protestations d'élus locaux ; mais aussi explications du report des élections régionales, à propos duquel l'opinion ne semble pas encore formée : 50% l'approuve, 50% le désapprouve).
- dans ses résultats. Les médias commencent à être dubitatifs sur les économies générées. Or il s'agit, de loin, de la première motivation d'adhésion à cette réforme. Si ces attentes ne sont pas au rendez-vous, la réforme pourrait perdre une partie de son sens pour l'opinion : à quoi bon avoir lancé tout ce processus ?
- dans la prise en compte enfin de la ruralité, déjà touchée par un sentiment de délaissement ou d'abandon. La focalisation médiatique - et en partie politique - sur les « métropoles » et sur la nécessité de « grandes régions » pourraient renforcer cette sensation d'éloignement. Déjà, les habitants des communes rurales adhèrent nettement moins à la réforme que l'ensemble de la population : un risque de décrochage existe.

Des gestes montrant l'importance du territoire (ou *des* territoires de chaque région) et leur prise en compte dans cette réforme, de même que l'affermissement des communes (auxquels les Français restent profondément attachés) et des communautés de communes comme socle principal et meilleur rempart contre la relégation spatiale et sociale, pourraient être utiles.

⇒ Enfin, même si une majorité des Français (54%) estiment qu'il peut s'agir là d'une « grande réforme », c'est un sujet qui arrive toujours loin dans l'ordre des priorités. En faire dès à présent un marqueur de l'action du quinquennat, alors même que les résultats tardent sur les sujets où le Président est attendu, pourrait nourrir les critiques de diversion, en particulier auprès des ouvriers et des employés, déjà plus rétifs à cette réforme./AA